

**DEKRA Industrial SAS**  
**AGENCE ISERE DROME ARDECHE**  
Parc Sud Galaxie  
Immeuble Le Calypso  
38130 ECHIROLLES  
Tel : 04.38.37.29.99  
Fax : 04.38.37.29.83

Vérificateur : THIERRY TURCO  
Téléphone : 04.38.37.29.99  
Télécopie : 04.38.37.29.83

Références : 51151670 / 8

Date : 14 janvier 2014

**ATTESTATION DE VÉRIFICATION DE L'ACCESSIBILITÉ  
AUX PERSONNES HANDICAPÉES**  
**Travaux dans un établissement recevant du public (ERP) existant  
soumis à Permis de Construire**

*Suivant modèle propre Dekra, en l'absence de modèle officiel annexé à l'arrêté du 22 mars 2007  
modifié*

*A transmettre par le Maître de l'Ouvrage à l'Autorité Administrative ayant délivré le permis de construire et au maire avec la déclaration d'achèvement des travaux et délivrée par un Contrôleur Technique ou un Architecte au Maître de l'Ouvrage en application des articles L. 111-7-4 et R. 111-19-27 à R. 111-19-28 du Code de la Construction et de l'Habitation.*

Je soussigné, THIERRY TURCO de la société DEKRA Industrial, en qualité de :

- ☒ Organisme de Contrôle Technique au sens du CCH art. L 111-23, titulaire d'un agrément ministériel l'habilitant à intervenir sur les bâtiments.
- ☐ Architecte soumis à l'article 2 de la loi 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, et n'ayant pas signé la demande de Permis de Construire relative à la présente opération.

atteste que par contrat de vérification technique n° 2013-0646-5082 en date du : 09/04/2013  
La Société : CAISSE D'EPARGNE RHONE ALPES - SERVICE IMMOBILIER

Maître de l'Ouvrage de l'opération suivante :  
CERA ACCESSIBILITE HANDICAPES VALLEE RHO - REGION VALLEE DU RHONE - 15 SITES 69001 LYON

Mise en accessibilité de l'agence bancaire de SAINT JEAN DE BOURNAY située 17 rue des Terreaux, suite à un diagnostic réalisé le 04/11/2010.

Le présent rapport de fin de travaux atteste de la conformité des travaux réalisés suite aux fiches détaillées rédigées par la maîtrise d'oeuvre.

Réf. du PC : Non communiquée

Date du dépôt de demande de PC : Non communiquée

Date du PC : Non communiquée

Modificatifs éventuels : Aucune modification n'a été portée à la connaissance du vérificateur

a confié, à DEKRA Industrial, qui l'a réalisée, une mission de vérification technique après travaux visant à vérifier si les travaux réalisés (dans le cadre du PC référencé ci-dessus) respectent les règles d'accessibilité qui leur sont applicables.

DEKRA Industrial SAS,  
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1  
www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834  
SAS au capital de 8 628 320 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



Nota : les règles d'accessibilité applicables sont les règles en vigueur rappelées ci-dessous auxquelles sont adjointes les éventuelles dérogations propres à l'opération et citées ci-après.

**Nombre de bâtiments, équipements ou locaux séparés :** L'agence bancaire occupe le RdC d'un bâtiment à plusieurs étages.

- **Règles en vigueur considérées :**

- ☒ Articles R 111-19-7 à R 111-19-12 du CCH, relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements existants et des installations existantes ouvertes au public;
- ☒ Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public.

- **Dérogations accordées, telles que portées à la connaissance du vérificateur :**

Aucune dérogation n'a été portée à l'attention du vérificateur

- **Documents remis au vérificateur et pris en compte dans le cadre de sa mission :**

Aucun document n'a été remis par le maître de l'ouvrage au vérificateur

☞ A l'issue de sa visite de vérification, réalisée selon les termes et conditions du contrat précité et qui s'est déroulée le 29/05/2013, le vérificateur récapitule sur la liste ci-après ses constats formulés ainsi :

- **R** Le vérificateur a constaté, sur les travaux réalisés, le respect de la règle d'accessibilité applicable (\*)
- **NR** Le vérificateur a constaté sur les travaux réalisés une ou des dispositions qui ne respectent pas la règle d'accessibilité applicable (\*)
- **SO** La disposition considérée est Sans Objet pour la présente opération.

Date : 14 janvier 2014

Signature :

THIERRY TURCO

(\*) voir commentaire général CG01 page 3



## LISTE DES CONSTATS

### Commentaires généraux

CG	01	Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis R ou NR portés à leur sujet par le vérificateur sont donc à considérer comme présomptions de respect ou de non-respect, établies selon sa propre appréciation des dispositions constatées, et ne préjugent pas d'interprétations contraires.
CG	02	<b>Mention des éventuels locaux ou parties du bâtiment qui n'ont pu être visités :</b> Sans objet

### Récapitulatif des commentaires particuliers

NEANT

#### 1. GÉNÉRALITÉS

Aucun commentaire particulier

#### 2. CHEMINEMENTS EXTÉRIEURS

Aucun commentaire particulier

#### 3. PLACES DE STATIONNEMENT

Aucun commentaire particulier

#### 4. ACCES AU(X) BÂTIMENT(S) OU À L'ÉTABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC

Aucun commentaire particulier

#### 5. CIRCULATIONS INTÉRIEURES HORIZONTALES

Aucun commentaire particulier

#### 6. CIRCULATIONS INTÉRIEURES VERTICALES

Aucun commentaire particulier

#### 7. TAPIS, ESCALIERS ET PLANS INCLINÉS MÉCANIQUES

Aucun commentaire particulier

#### 8. REVÊTEMENTS DE SOLS, MURS ET PLAFONDS

Aucun commentaire particulier

#### 9. PORTES, PORTIQUES ET SAS

Aucun commentaire particulier

#### 10. DISPOSITIFS D'ACCUEIL, ÉQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE

Aucun commentaire particulier

#### 11. SANITAIRES

Aucun commentaire particulier



## 12. SORTIES

Aucun commentaire particulier

## 13. ÉCLAIRAGE

Aucun commentaire particulier

## 14. INFORMATIONS ET SIGNALISATION

Aucun commentaire particulier

## 15. ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ASSIS

Aucun commentaire particulier

## 16. ÉTABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX A SOMMEIL

Aucun commentaire particulier

## 17. ÉTABLISSEMENTS AVEC DOUCHES OU CABINES

Aucun commentaire particulier

## 18. CAISSES DE PAIEMENT

Aucun commentaire particulier



Etablissements recevant du public existants				
Suivant la nature des travaux, les règles applicables seront différentes (voir §1.Généralités). Sera visé par la présente attestation l'ensemble du bâtiment (si travaux de remise en conformité) ou la partie concernée par les travaux de modification. <b>NOTE:</b> Il est précisé au niveau des commentaires les cas concernés par l'application des atténuations de l'arrêté du 21 mars 2007 du fait de la présence de contraintes structurelles.				
Points examinés	Constat			N° de commentaire
	R	NR	SO	
1. GÉNÉRALITÉS				
ERP 1er groupe				
<ul style="list-style-type: none"><li>Travaux de modification, sans changement de destination, avant le 1er janvier 2015</li></ul>				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.
<ul style="list-style-type: none"><li>Travaux de modification sans, changement de destination, à compter du 1er janvier 2015</li></ul>				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.
<ul style="list-style-type: none"><li>Travaux de remise en accessibilité : obligatoire pour toutes les parties ouvertes au public avant le 1er janvier 2015</li></ul>				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.
ERP 5ème catégorie + IOP				
<ul style="list-style-type: none"><li>Travaux de modification sans changement de destination avant le 1er janvier 2015</li></ul>				Les travaux devront maintenir les conditions d'accessibilité existantes.
<ul style="list-style-type: none"><li>Travaux de modification sans changement de destination à compter du 1er janvier 2015</li></ul>				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.
<ul style="list-style-type: none"><li>Travaux de remise en accessibilité : obligatoire sur une partie offrant toutes les prestations avant le 1er janvier 2015</li></ul>	R			Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.
Cas particuliers :				
✓ ERP créé dans un BHC existant par changement de destination pour accueillir des professions libérales (après le 01/01/2007)				



Points examinés	Constat			Commentaires	N° de commentaire
	R	NR	SO		
✓ Travaux de modification sans changement de destination avant le 1er janvier 2011				Les travaux devront maintenir les conditions d'accessibilité existantes.	
✓ Travaux de modification sans changement de destination après le 1er janvier 2011				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.	
✓ Travaux de remise en accessibilité : obligatoire sur une partie offrant toutes les prestations avant le 1er janvier 2011				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.	
✓ Préfecture					
✓ Travaux de remise en accessibilité : obligatoire sur une partie offrant toutes les prestations avant le 31/12/2007				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.	
✓ Travaux de remise en accessibilité : obligatoire pour toutes les parties ouvertes au public avant le 01/01/2011				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.	
✓ Etablissements d'enseignement supérieur appartenant à l'Etat					
✓ Travaux de remise en accessibilité : obligatoire pour toutes les parties ouvertes au public avant le 01/01/2011				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié. En cas de contraintes structurelles identifiées, les adaptations de l'arrêté du 21 mars 2007 sont applicables aux exigences de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.	
Création de surface ou de volumes dans bâtiments existants				Les travaux doivent répondre aux règles de l'arrêté du 1er août 2006 modifié.	
<b>4. ACCES AU(X) BÂTIMENT(S) OU À L'ÉTABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC</b>					



Points examinés	Constat			Commentaires	N° de commentaire
	R	NR	SO		
Système de communication et dispositif de commande manuelle :					
✓ A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	R			Concerne le vidéophone	
✓ Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30 m	R			Concerne le vidéophone	
<b>9. PORTES, PORTIQUES ET SAS</b>					
Effort pour ouvrir une porte <= 50 N	R			Concerne la porte battante du sas d'entrée.	
Portes vitrées repérables	R			Concerne la porte battante et la porte coulissante motorisée du sas d'entrée.	
<b>10. DISPOSITIFS D'ACCUEIL, ÉQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE</b>					
Si existence d'un point d'accueil :					
✓ Au moins un accessible	R				
Équipements divers accessibles au public :					
✓ Espace d'usage de 0,80 x 1,30 m devant chaque équipement	R			Concerne le GAB (zone ELS)	
✓ Commandes manuelles, dispositif de sécurité non réservé au personnel et fonction voir, lire, entendre, parler :					
• 0,90 m <= H <= 1,30 m	R			Concerne la boîte à lettres extérieure, la boîte à chèques et le boîtier d'appel d'urgence (zone ELS)	
✓ Élément de mobilier permettant de lire, écrire ou utiliser un clavier :					
• Face supérieure <= à 0,80 m	R			Concerne la banque d'accueil. Hauteur de la tablette de la boîte à chèques (zone ELS) supérieure à 0.80 m : impossibilité d'être réglementaire sans engager des frais financiers importants => travaux non prévus par la CERA et point non visé par cette attestation (prise en compte de la banque d'accueil accessible aux PMR).	
• Vide de 0,70 x 0,60 x 0,30 m (HxLxP)	R			Concerne la banque d'accueil et la tablette de la boîte à chèques	
<b>12. SORTIES</b>					
Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours	R				
<b>13. ÉCLAIRAGE</b>					
Valeurs d'éclairement minimales mesurées au sol :					
✓ 200 lux aux postes d'accueil	R			Attestation de mesures d'éclairement transmise	
✓ 100 lux pour les circulations horizontales	R			Attestation de mesures d'éclairement transmise	
<b>14. INFORMATIONS ET SIGNALISATION</b>					
Accès à l'établissement et accueil					
✓ Repérage des entrées	R				
Circulations intérieures :					



Points examinés	Constat			Commentaires	N° de commentaire
	R	NR	SO		
✓ Repérage des parois et portes vitrées	R				
Equipements divers :					
✓ Signalisation du point d'accueil, du guichet	R				
✓ Equipements et mobilier repérables par contraste de couleur ou d'éclairage	R			Concerne la boite à lettres extérieure, la boite à chèques, le vidéophone, la platine d'appel d'urgence (zone ELS) et la porte du bureau PMR	

✍